

Art. 2. Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening ervan door de contracterende partijen.

Gedaan in Brussel, 4 mei 2023, in drie originele exemplaren in het Frans, Nederlands en Duits.

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De viceminister-president en minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De minister-president,
O. PAASCH

De viceminister-president, de minister van Gezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
R. VERVOORT

De leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

E. VAN DEN BRANDT

A. MARON

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206586]

5 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville, les articles 1^{er}, § 2, alinéa 2, et 3, alinéa 2, 6, § 1^{er} et 3, 8, § 2, alinéa 1^{er}, 10, alinéa 3, 11, alinéas 2 et 4, et 12, alinéa 5;

Vu le rapport du 18 janvier 2023 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le test « Handistreaming » en exécution de l'article 22ter de la Constitution et de l'article 4 de la Convention de l'ONU relative aux droits de personnes handicapées, donné le 18 janvier 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2023;

Vu l'avis n° 1529 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 6 mars 2023;

Vu l'avis l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 8 mars 2023;

Vu l'avis 73.875/2/V du Conseil d'État, donné le 17 juillet 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville;

2^o l'Administration : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

3^o la Commission : la Commission d'agrément et d'accompagnement des agences de développement centre-ville instituée par l'article 12 du décret;

4^o jour ouvrable : tout jour à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux;

5^o le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — Les agences de développement centre-ville

Art. 2. Conformément à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret, l'agence de développement centre-ville agréée peut développer des projets avec des partenaires publics ou privés du centre-ville qui concernent les matières suivantes :

1^o le commerce;

2^o les entreprises;

3^o le tourisme et le patrimoine;

4^o la culture;

- 5° le cadre urbain;
- 6° la cohésion sociale;
- 7° le numérique;
- 8° la mobilité douce;
- 9° l'économie circulaire;
- 10° le développement durable.

Art. 3. Les fonctions du directeur visées à l'article 6, § 1^{er}, du décret sont :

- 1° la constitution d'une équipe aux profils variés et correspondant au développement des matières exposées à l'article 2 selon les besoins du centre-ville;
- 2° la gestion journalière de l'association;
- 3° le développement des relations partenariales, les missions de représentation et de relations publiques;
- 4° l'impulsion et la coordination des projets du plan stratégique.

Le directeur de la cellule exécutive détient :

- 1° un diplôme d'études supérieures de type long et dispose d'une année d'expérience professionnelle dans la gestion d'équipe ou;
- 2° un diplôme d'études supérieures de type court et dispose de trois années d'expérience professionnelle dans la gestion d'équipe.

CHAPITRE 3. — *L'octroi et le renouvellement de l'agrément*

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre agréé une association qui satisfait aux conditions prévues à l'article 8 du décret.

§ 2. La demande d'agrément est adressée à l'Administration par l'association.

Le demandeur introduit la demande d'agrément au plus tard le 31 mai de l'année précédant celle de l'octroi de l'agrément escompté.

En cas de demande de renouvellement d'agrément, le demandeur introduit sa demande de renouvellement au plus tard le 31 août de l'année précédant celle du renouvellement escompté de l'agrément.

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'agrément est envoyée à l'Administration au moyen d'un formulaire électronique mis à disposition par cette dernière.

§ 2. Le dossier de demande d'agrément reprend les informations nécessaires à l'analyse des conditions et obligations d'agrément visées par l'article 8 du décret.

Il contient au minimum :

- 1° les motivations de la demande d'agrément;
- 2° la délimitation de la zone d'intervention visée par l'article 2, § 2, du décret;
- 3° une analyse socio-économique de la zone d'intervention visée par l'article 2, § 2, du décret;
- 4° le plan stratégique visé par l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, du décret;
- 5° des indicateurs de performance;
- 6° les moyens de fonctionnement et les ressources financières de l'agence de développement centre-ville.

§ 3. Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le transmet à la Commission qui remet un avis sur la demande d'agrément au Ministre.

La Commission peut entendre le demandeur d'initiative ou à la demande de celui-ci. Dans ce cas, une convocation est adressée au demandeur en mentionnant les points qui seront discutés.

L'avis de la Commission est motivé en tenant compte du respect des conditions et obligations visées à l'article 8 du décret, ainsi que de :

- 1° la délimitation et la justification de la zone d'intervention;
- 2° la cohérence et la pertinence du plan stratégique au regard de l'analyse des besoins de la zone d'intervention;
- 3° la qualité des moyens mis en œuvre pour la réalisation des activités de l'association et des objectifs prioritaires;
- 4° la qualité, la diversité et la complémentarité des partenariats et des projets au regard des activités des autres opérateurs de développement de la zone d'intervention;
- 5° la réalisation du plan stratégique validé dans le cadre du précédent agrément et son impact sur la mission définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret;
- 6° le suivi et le respect des recommandations de la Commission soulevées lors du précédent agrément.

La Commission se prononce sur la catégorie de ville, au sens de l'article 8, alinéa 2, à laquelle appartient le demandeur.

§ 4. Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément, au plus tard dans un délai de sept mois à dater de la réception du dossier pour les demandes de nouvel agrément et dans un délai de quatre mois à dater de la réception du dossier pour les demandes de renouvellement d'agrément.

La décision fixe la délimitation de la zone d'intervention et la catégorie de ville définie à l'article 8, alinéa 2. Elle prend effet au 1^{er} janvier de l'année suivant l'introduction de la demande d'agrément.

En cas d'absence de décision du Ministre endéans le délai précité, la décision est réputée favorable. Dans le cas d'une demande de renouvellement de l'agrément, la zone d'intervention reste alors identique à celle du précédent agrément.

§ 5. L'Administration notifie la décision d'octroi ou de refus de l'agrément au demandeur dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la décision du Ministre.

§ 6. Dans le cas d'une demande de premier agrément, l'agence de développement centre-ville dispose d'un délai de six mois à partir de la décision pour se conformer aux conditions et aux obligations du décret, ainsi que pour conclure, avec la direction compétente du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche, une convention

définissant les conditions selon lesquelles la Région Wallonne et l'agence de développement centre-ville participent à la mise en œuvre de l'outil de prospective urbaine permettant la récolte et l'analyse de données spécifiques.

Art. 6. Le plan stratégique visé à l'article 1, § 2, alinéa 2, du décret est un document d'orientation et de programmation d'actions qui sont mises en œuvre par l'agence de développement centre-ville en favorisant l'implication active des partenaires publics et privés.

Le plan stratégique est complémentaire aux actions de développement assurés par les opérateurs existants et cohérent avec les politiques locales et régionales de développement.

Le plan stratégique est établi pour une période égale ou supérieure à celle pour laquelle l'agrément est octroyé.

L'assemblée générale de l'association approuve le plan stratégique.

Art. 7. § 1^{er}. Pour le 30 juin de chaque année au plus tard, l'agence de développement centre-ville est tenue de remettre un rapport d'activités, approuvés par son assemblée générale, au moyen d'un formulaire disponible auprès de l'Administration.

Ce rapport d'activités contient au minimum :

1° l'état d'avancement des projets et objectifs du plan stratégique, ainsi que les indicateurs de suivi et de résultats mis à jour;

2° les derniers résultats de l'outil de prospective urbaine;

3° le programme de formation continue;

4° le compte-rendu de la participation au réseau des agences de développement du centre-ville agréées;

5° la mise à jour du plan de personnel, du plan financier, de la composition des organes et des coordonnées de l'association.

Le Ministre peut compléter le contenu attendu du rapport d'activités.

§ 2. L'Administration analyse le rapport d'activité et le transmet à la Commission pour avis et recommandations.

§ 3. L'agence de développement centre-ville transmet ses comptes annuels à l'Administration dans les deux mois qui suivent leur clôture.

CHAPITRE 4. — *Le financement*

Art. 8. La décision d'agrément mentionne la catégorie de commune à laquelle appartient l'agence de développement centre-ville.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° « très grande ville » : la commune qui compte au moins 200 000 usagers et 1000 points de vente;

2° « grande ville » : la commune qui compte au moins 100 000 usagers et 500 points de vente;

3° « moyenne ville » : la commune qui compte au moins 50 000 usagers et 250 points de vente;

4° « petite ville » : les autres communes.

Le nombre de points de vente visés à l'alinéa précédent correspond au nombre de points de vente occupés et inoccupés au sein de la zone d'intervention.

Le nombre d'usagers visés à l'alinéa 2 correspond au nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans la commune et le nombre d'étudiants inscrits dans une unité d'enseignement supérieure établie sur le territoire communal à la date du 1^{er} janvier de l'année précédant le début de la période d'agrément.

Art. 9. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie une subvention annuelle principale à l'agence de développement centre-ville agréée.

§ 2. La subvention principale couvre une partie des frais de fonctionnement et d'activités de dynamisation urbaine engagés en application du décret pendant la période d'agrément. Son montant s'élève à :

1° 180 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « très grande ville »;

2° 140 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « grande ville »;

3° 120 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « moyenne ville »;

4° 100 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « petite ville ».

Art. 10. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie une subvention annuelle complémentaire à l'agence de développement centre-ville qui ne bénéficie pas de subvention dans le cadre du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

§ 2. La subvention complémentaire couvre une partie des frais de personnel. Son montant s'élève à :

1° 200 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « très grande ville »;

2° 160 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « grande ville »;

3° 120 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « moyenne ville »;

4° 80 000 euros pour une agence de développement centre-ville d'une « petite ville ».

Art. 11. Dans la limite des crédits disponibles, les subventions visées aux articles 9 et 10 sont indexées annuellement en multipliant leurs montants par la moyenne des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente.

Art. 12. L'Administration liquide le montant des subventions visées aux articles 9 et 10 en deux tranches.

La première tranche correspond à septante pour cent du montant maximal de la subvention. Elle est liquidée lors de la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention.

La deuxième tranche correspond au solde de trente pour cent du montant maximal de la subvention. Elle est liquidée après examen du dossier de solde et remise d'une déclaration de créance en deux exemplaires certifiée sincère et véritable.

Le dossier de solde visé à l'alinéa 3, comprend :

- 1° un tableau récapitulatif des dépenses et recettes présentées à la subvention;
- 2° les factures et comptes individuels;
- 3° les preuves de paiement;
- 4° tout autre document que l'Administration juge nécessaire.

Art. 13. Les apports privés éligibles, mentionnés à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du décret sont :

- 1° les recettes des activités développées durant l'année;
- 2° les remises, ristournes et rabais accordés;
- 3° les cotisations, dons, legs et subsides.

Art. 14. Le Ministre peut déterminer quelles sont les dépenses éligibles dans le cadre des subventions visées aux articles 9 et 10.

CHAPITRE 5. — *Les conséquences du non-respect de la législation*

Section 1^{re}. — Le retrait et la suspension de l'agrément

Art. 15. § 1^{er}. Si l'agence de développement centre-ville ne satisfait pas aux conditions prévues par ou en vertu du décret, le Ministre peut suspendre son agrément ou, lorsque le manquement de l'agence de développement centre-ville est à ce point caractérisé que sa bonne foi est sérieusement mise en doute, le retirer au terme de la procédure visée aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Lorsque l'Administration constate un manquement aux conditions prévues par ou en vertu du décret, l'Administration convoque l'agence de développement centre-ville, par un moyen de communication qui donne date certaine à l'envoi, en vue d'une audition devant la Commission.

La convocation énumère les manquements constatés et est envoyée au moins dix jours ouvrables avant l'audition.

§ 3. La Commission rend un avis au Ministre dans un délai de trente jours à compter de la date d'audition prévue dans la convocation.

À défaut, l'avis de la Commission n'est plus requis et l'Administration transmet le dossier au Ministre.

§ 4. L'Administration notifie la décision du Ministre qui a l'Économie dans ses attributions à l'agence de développement centre-ville dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la décision du Ministre. Elle communique également une copie de cette décision à la Commission.

Art. 16. § 1^{er}. La durée de la suspension de l'agrément permet à l'agence de développement centre-ville de se mettre en conformité avec le décret et ses arrêtés d'exécution. Elle est fixée en mois et ne dépasse pas six mois, ce délai étant suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

§ 2. Le Ministre peut reconduire la suspension de l'agrément au maximum une fois, au terme de la même procédure que celle visée à l'article 15.

§ 3. Si, à l'issue de la ou des suspensions de l'agrément, l'agence de développement centre-ville ne satisfait pas aux conditions prévues par ou en vertu du décret, le Ministre qui a l'économie dans ses attributions peut retirer définitivement l'agrément, au terme de la même procédure que celle visée à l'article 15.

Section 2. — La suspension et la récupération de la subvention

Art. 17. § 1^{er}. L'Administration suspend le versement de la subvention pendant la durée de suspension de l'agrément.

§ 2. Si le Ministre retire définitivement l'agrément à l'issue d'une suspension, ou immédiatement lorsque le manquement de l'agence de développement centre-ville est à ce point caractérisé que sa bonne foi est sérieusement mise en doute, la subvention annuelle est réduite à concurrence des mois de l'année au cours desquels l'agence n'est plus agréée.

En cas de retrait de l'agrément, l'Administration récupère les avances de fonds indues.

§ 3. Si l'agence de développement centre-ville ne satisfait pas à la condition visée à l'article 8, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, la subvention octroyée à l'article 9 du présent arrêté est réduite proportionnellement à la différence entre l'apport financier effectif des partenaires locaux et le montant minimum requis.

CHAPITRE 6. — *La Commission d'agrément et d'accompagnement des agences de développement centre-ville*

Art. 18. § 1^{er}. Le Ministre nomme les membres de la Commission. Il arrête les règles essentielles de fonctionnement de la Commission, sur proposition de cette dernière.

§ 2. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 19. L'article 3, alinéa 2, du présent arrêté ne s'applique pas aux directeurs des associations de gestion centre-ville qui ont reçu une subvention en 2022 dans le cadre du projet pilote initié en 1997 dénommé " Plan d'action wallon pour la gestion des centres-villes et la création de nouveaux gisements d'emploi " déjà engagés au moment de l'entrée en vigueur du décret.

Art. 20. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 9 et 10, les agences de développement centre-ville visés par l'article 21 du décret se voient octroyer une subvention annuelle de 65 000 euros par le Ministre.

§ 2. Les articles 11 et 12 s'appliquent à cette subvention.

Art. 21. Dans le cas où une agence de développement centre-ville voit son financement régional diminuer lors de l'octroi de son agrément, par rapport à ce qu'elle percevait en tant qu'association de gestion centre-ville ayant reçu une subvention en 2022 dans le cadre du projet pilote initié en 1997 dénommé " Plan d'action wallon pour la gestion des centres-villes et la création de nouveaux gisements d'emploi ", la perte de financement régional est lissée sur cinq années à partir de l'octroi du premier agrément dans le cadre du décret.

Art. 22. Par dérogation à l'article 4, § 2, alinéa 2, l'association qui souhaite que son agrément prenne cours en 2024 peut introduire sa demande d'agrément jusqu'au 30 avril 2024.

Par dérogation à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, lorsque la demande d'agrément est introduite au cours de l'année 2023 ou au plus tard le 30 avril 2024, le Ministre se prononce sur la demande d'agrément, au plus tard le 30 novembre 2024.

Par dérogation à l'article 5, § 4, alinéa 2, dans le cas visé à l'alinéa 2, la décision d'agrément prend effet au 1^{er} janvier 2024.

Art. 23. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Namur, le 5 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206586]

5. OKTOBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juni 2023 über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung, Artikel 1 § 2 Absatz 2 und 3 Absatz 2, 6 § 1 und 3, 8 § 2 Absatz 1, 10 Absatz 3, 11 Absätze 2 und 4 und 12 Absatz 5;

Aufgrund des Berichts vom 18. Januar 2023 über die Bewertung der Auswirkungen auf die jeweilige Situation von Frauen und Männern, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des "Handstreaming"-Tests gemäß Artikel 22^{ter} der Verfassung und Artikel 4 des UN-Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen, der am 18. Januar 2023 durchgeführt wurde;

Aufgrund des am 23. Januar 2023 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In Erwägung der am 6. März 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 1529 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie;

Aufgrund der am 8. März 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund des am 17. Juli 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 73.875/2/2V;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 15. Juni 2023 über die Zulassung und Finanzierung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung;

2° Verwaltung: die Direktion der Beschäftigung und der Arbeitsgenehmigungen der Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

3° Kommission: die Kommission für die Zulassung und Begleitung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung, eingerichtet durch Artikel 12 des Dekrets;

4° Arbeitstag: sämtliche Kalendertage mit Ausnahme von Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört.

KAPITEL 2 — Agenturen für innerstädtische Entwicklung

Art. 2 - Gemäß Artikel 1 § 3 Absatz 1 des Dekrets kann die zugelassene Agentur für innerstädtische Entwicklung Projekte mit öffentlichen oder privaten Partnern aus der Innenstadt entwickeln, die folgende Bereiche betreffen:

1° Handel;

2° Unternehmen;

3° Tourismus und Kulturerbe;

4° Kultur;

5° städtischer Rahmen;

6° sozialer Zusammenhalt;

- 7° Digitales;
- 8° sanfte Mobilität;
- 9° Kreislaufwirtschaft;
- 10° nachhaltige Entwicklung.

Art. 3 - Die in Artikel 6 § 1 des Dekrets genannten Aufgaben des Direktors sind folgende:

- 1° die Zusammenstellung eines Teams mit unterschiedlichen Profilen und entsprechend der Entwicklung der in Artikel 2 dargelegten Bereiche entsprechend den Bedürfnissen des Stadtzentrums;
- 2° die tägliche Verwaltung der Vereinigung;
- 3° die Entwicklung von Partnerschaftsbeziehungen, Repräsentationsaufgaben und Öffentlichkeitsarbeit;
- 4° die Anregung und Koordinierung der Projekte des Strategieplans.

Der Direktor der Exekutivzelle verfügt über:

- 1° einen Hochschulabschluss des langen Typs und über ein Jahr Berufserfahrung in der Teamleitung oder
- 2° einen Hochschulabschluss des kurzen Typs und über drei Jahre Berufserfahrung in der Teamleitung.

KAPITEL 3 — *Gewährung und Erneuerung der Zulassung*

Art. 4 - § 1. Der Minister erteilt einer Vereinigung, die die in Artikel 8 des Dekrets festgelegten Bedingungen erfüllt, die Zulassung.

§ 2. Der Antrag auf Zulassung wird von der Vereinigung an die Verwaltung gerichtet.

Der Antragsteller reicht den Antrag auf Zulassung bis zum 31. Mai des Jahres ein, das dem Jahr der erwarteten Zulassung vorausgeht.

Bei einem Antrag auf Erneuerung der Zulassung reicht der Antragsteller den Antrag auf Erneuerung spätestens am 31. August des Jahres ein, das dem Jahr der erwarteten Erneuerung der Zulassung vorausgeht.

Art. 5 - § 1. Der Antrag auf Zulassung wird der Verwaltung mithilfe eines von dieser Verwaltung zur Verfügung gestellten elektronischen Formulars übermittelt.

§ 2. Die Akte über den Antrag auf Zulassung enthält die Informationen, die für die Prüfung der in Artikel 8 des Dekrets genannten Zulassungsbedingungen und -pflichten erforderlich sind.

Sie umfasst mindestens:

- 1° die Begründungen für den Antrag auf Zulassung;
- 2° die Abgrenzung des in Artikel 2 § 2 des Dekrets genannten Einsatzgebiets;
- 3° eine sozioökonomische Analyse des in Artikel 2 § 2 des Dekrets genannten Einsatzgebiets;
- 4° den in Artikel 1 § 2 Absatz 2 des Dekrets erwähnten strategischen Plan;
- 5° Leistungsindikatoren;
- 6° die Betriebsmittel und finanziellen Ressourcen der Agentur für innerstädtische Entwicklung.

§ 3. Sobald die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, leitet sie diese an die Kommission weiter, die dem Minister eine Stellungnahme zum Antrag auf Zulassung abgibt.

Die Kommission kann den Antragsteller aus eigener Initiative oder auf dessen Antrag anhören. In diesem Fall erhält der Antragsteller eine Ladung mit Angabe der zu erörternden Punkte.

Die Kommission begründet ihre Stellungnahme unter Berücksichtigung der Einhaltung der in Artikel 8 des Dekrets genannten Bedingungen und Verpflichtungen sowie:

- 1° der Abgrenzung und Begründung des Einsatzgebiets;
- 2° der Kohärenz und Relevanz des strategischen Plans im Hinblick auf die Analyse der Bedürfnisse des Einsatzgebiets;
- 3° der Qualität der Mittel, die zur Umsetzung der Aktivitäten der Vereinigung und der vorrangigen Ziele eingesetzt werden;
- 4° der Qualität, Vielfalt und Komplementarität der Partnerschaften und Projekte im Hinblick auf die Aktivitäten der anderen Entwicklungsträger im Einsatzgebiet;
- 5° der Umsetzung des im Rahmen der vorherigen Zulassung bestätigten strategischen Plans und seine Auswirkungen auf die in Artikel 1 § 1 des Dekrets definierte Aufgabe;
- 6° der Verfolgung und Einhaltung der Empfehlungen der Kommission, die im Rahmen der vorherigen Zulassung ausgesprochen wurden.

Die Kommission äußert sich über die Städtekategorie im Sinne von Artikel 8 Absatz 2, zu der der Antragsteller gehört.

§ 4. Der Minister entscheidet über den Zulassungsantrag, spätestens innerhalb von sieben Monaten nach Erhalt der Akte für die Anträge auf neue Zulassung und innerhalb von vier Monaten nach Erhalt der Akte für die Anträge auf Erneuerung der Zulassung.

Die Entscheidung legt die Abgrenzung des Einsatzgebiets und die in Artikel 8 Absatz 2 definierte Städtekategorie fest. Er wird am 1. Januar des Jahres wirksam, das auf die Einreichung des Antrags auf Zulassung folgt.

Falls der Minister innerhalb der oben genannten Frist keine Entscheidung trifft, gilt die Entscheidung als positiv. Im Falle eines Antrags auf Erneuerung der Zulassung bleibt das Einsatzgebiet identisch mit dem der vorherigen Zulassung.

§ 5. Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die Entscheidung über die Erteilung oder Verweigerung der Zulassung innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Erhalt der Entscheidung des Ministers mit.

§ 6. Im Falle eines Antrags auf Erstzulassung verfügt die Agentur für innerstädtische Entwicklung über eine Frist von sechs Monaten ab der Entscheidung, um den Bedingungen und Verpflichtungen des Dekrets nachzukommen sowie mit der zuständigen Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung eine Vereinbarung zu schließen, in der die Bedingungen festgelegt werden, unter denen die Wallonische Region und

die Agentur für innerstädtische Entwicklung an der Umsetzung des Instruments zur städtischen Vorausschau teilnehmen, das die Erhebung und Analyse spezifischer Daten ermöglicht.

Art. 6 - Der in Artikel 1 § 2 Absatz 2 des Dekrets genannte strategische Plan ist ein Dokument zur Orientierung und Planung von Maßnahmen, die von der Agentur für innerstädtische Entwicklung umgesetzt werden, wobei die aktive Beteiligung der öffentlichen und privaten Partner gefördert wird.

Der strategische Plan ergänzt die Entwicklungsmaßnahmen, die von den bestehenden Betreibern durchgeführt werden, und steht im Einklang mit der lokalen und regionalen Entwicklungspolitik.

Der strategische Plan wird für einen Zeitraum erstellt, der gleich lang oder länger ist als der Zeitraum, für den die Zulassung erteilt wird.

Die Generalversammlung der Vereinigung genehmigt den strategischen Plan.

Art. 7 - § 1. Bis zum 30. Juni jedes Jahres muss die Agentur für innerstädtische Entwicklung einen von ihrer Generalversammlung genehmigten Tätigkeitsbericht anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Formulars einreichen.

Dieser Tätigkeitsbericht enthält mindestens:

1° den Stand der Umsetzung der Projekte und Ziele des strategischen Plans sowie die aktualisierten Überwachungs- und Ergebnisindikatoren;

2° die neuesten Ergebnisse des Instruments zur städtischen Vorausschau;

3° das Weiterbildungsprogramm;

4° den Bericht über die Teilnahme am Netzwerk der anerkannten Agenturen für innerstädtische Entwicklung;

5° die Aktualisierung des Personalplans, des Finanzplans, der Zusammensetzung der Organe und der Kontaktdaten der Vereinigung.

Der Minister kann den erwarteten Inhalt des Tätigkeitsberichts ergänzen.

§ 2. Die Verwaltung analysiert den Tätigkeitsbericht und leitet ihn an den Ausschuss mit der Bitte um Stellungnahme und Empfehlungen weiter.

§ 3. Die Agentur für innerstädtische Entwicklung übermittelt der Verwaltung ihren Jahresabschluss innerhalb von zwei Monaten nach dessen Erstellung.

KAPITEL 4 — Finanzierung

Art. 8 - In der Zulassungsentscheidung wird die Kategorie der Gemeinde genannt, der die Agentur für innerstädtische Entwicklung angehört.

Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "sehr große Stadt": eine Gemeinde mit mindestens 200.000 Nutzern und 1.000 Verkaufsstellen;

2° "Großstadt": eine Gemeinde mit mindestens 100.000 Nutzern und 500 Verkaufsstellen;

3° "Mittelgroße Stadt": eine Gemeinde mit mindestens 50.000 Nutzern und 250 Verkaufsstellen;

4. "Kleinstadt": die übrigen Gemeinden.

Die Anzahl der im vorherigen Absatz genannten Verkaufsstellen entspricht der Anzahl der besetzten und unbesetzten Verkaufsstellen innerhalb des Einsatzgebiets.

Die Anzahl der Nutzer gemäß Absatz 2 entspricht der Anzahl der im Nationalregister der natürlichen Personen eingetragenen Personen mit Hauptwohnsitz in der Gemeinde und der Anzahl der Studenten, die in einer auf dem Gemeindegebiet ansässigen Hochschuleinheit am 1. Januar des Jahres vor Beginn des Zulassungszeitraums eingeschrieben sind.

Art. 9 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der anerkannten Agentur für innerstädtische Entwicklung eine jährliche Hauptsubvention.

§ 2. Die Hauptsubvention deckt einen Teil der Kosten für den Betrieb und die Aktivitäten zur Belegung der Innenstädte, die in Anwendung des Erlasses während des Zulassungszeitraums anfallen. Ihr Betrag beläuft sich auf:

1° 180.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "sehr großen Stadt";

2° 140.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "großen Stadt";

3° 120.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "mittelgroßen Stadt";

4° 100.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "Kleinstadt".

Art. 10 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der Agentur für innerstädtische Entwicklung, der keine Subvention im Rahmen des Dekrets vom 10. Juni 2021 über die dauerhafte Sicherung von Arbeitsplätzen, die im Rahmen des Systems der Beihilfen zur Beschäftigungsförderung (APE) geschaffen wurden, und über die Schaffung von Arbeitsplätzen, die vorrangigen gesellschaftlichen Bedürfnissen entsprechen, gewährt wird, jährlich eine ergänzende Subvention.

§ 2. Die ergänzende Subvention deckt einen Teil der Personalkosten. Ihr Betrag beläuft sich auf:

1° 200.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "sehr großen Stadt";

2° 160.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "großen Stadt";

3° 120.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "mittelgroßen Stadt";

4° 80.000 Euro für eine Agentur für innerstädtische Entwicklung einer "Kleinstadt".

Art. 11 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel werden die in den Artikeln 9 und 10 genannten Subventionen jährlich indiziert, indem ihre Beträge mit dem Durchschnitt der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des Vorjahres multipliziert werden, geteilt durch den Durchschnitt der Zahlen des Verbraucherpreisindex (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des dem Vorjahr vorangegangenen Jahres.

Art. 12 - Die Verwaltung zahlt den Betrag der in den Artikeln 9 und 10 genannten Subventionen in zwei Teilbeträgen aus.

Der erste Teilbetrag entspricht siebenzig Prozent des Höchstbetrags der Subvention. Er wird mit der Zustellung des Erlasses zur Gewährung der Subvention ausgezahlt.

Der zweite Teilbetrag entspricht dem Restbetrag von dreißig Prozent des Höchstbetrags der Subvention. Er wird nach Prüfung der Unterlagen über den Restbetrag und der Vorlage einer beglaubigten Forderungsanmeldung in zweifacher Ausfertigung ausgezahlt.

Die in Absatz 3 genannten Unterlagen über den Restbetrag enthalten:

- 1° eine zusammenfassende Tabelle der für die Subvention eingereichten Ausgaben und Einnahmen;
- 2° die Rechnungen und individuellen Abrechnungen;
- 3° die Zahlungsnachweise;
- 4° jedes andere Dokument, das die Verwaltung für notwendig erachtet.

Art. 13 - Die in Artikel 8 § 2 Absatz 1 des Dekrets erwähnten zulässigen privaten Beiträge sind:

- 1° die Einnahmen aus den im Laufe des Jahres durchgeführten Aktivitäten;
- 2° die gewährten Preisnachlässe, Rückvergütungen und Rabatte;
- 3° Beiträge, Schenkungen, Vermächtnisse und Subventionen.

Art. 14 - Der Minister kann festlegen, welche Ausgaben im Rahmen der in den Artikeln 9 und 10 genannten Zuschüsse zulässig sind.

KAPITEL 5 — Folgen von Verstößen gegen die Gesetzgebung

Abschnitt 1 — Der Entzug und die Aussetzung der Zulassung

Art. 15 - § 1. Erfüllt die Agentur für innerstädtische Entwicklung nicht die Bedingungen, die durch oder aufgrund des Dekrets festgelegt sind, kann der Minister ihre Zulassung aussetzen oder, wenn die Nichterfüllung durch die Agentur für innerstädtische Entwicklung so stark ausgeprägt ist, dass ihre Gutgläubigkeit ernsthaft in Frage gestellt wird, nach Abschluss des in den Absätzen 2 bis 4 genannten Verfahrens entziehen.

§ 2. Wenn die Verwaltung einen Verstoß gegen die Bedingungen feststellt, die durch oder aufgrund des Dekrets vorgesehen sind, lädt die Verwaltung die Agentur für innerstädtische Entwicklung mittels eines Kommunikationsmittels, das dem Versand ein sicheres Datum verleiht, zu einer Anhörung vor der Kommission ein.

Die Einladung führt die festgestellten Verstöße auf und wird mindestens zehn Arbeitstage vor der Anhörung versandt.

§ 3. Die Kommission gibt dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach dem in der Vorladung vorgesehenen Anhörungsdatum eine Stellungnahme ab.

In Ermangelung dessen ist die Stellungnahme der Kommission nicht mehr erforderlich und die Verwaltung leitet die Akte an den Minister weiter.

§ 4. Nachdem sie die Entscheidung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, erhalten hat, teilt die Verwaltung der Agentur für innerstädtische Entwicklung diese Entscheidung innerhalb von zehn Arbeitstagen mit. Sie übermittelt zudem der Kommission eine Kopie dieser Entscheidung.

Art. 16 - § 1. Die Dauer der Aussetzung der Zulassung ermöglicht es der Agentur für innerstädtische Entwicklung, die Anforderungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse zu erfüllen. Sie wird in Monaten festgelegt und darf sechs Monate nicht überschreiten, wobei diese Frist in den Monaten Juli und August ausgesetzt wird.

§ 2. Der Minister kann die Aussetzung der Zulassung nach demselben Verfahren wie dem in Artikel 15 beschriebenen höchstens einmal verlängern.

§ 3. Wenn die Agentur für innerstädtische Entwicklung nach Ablauf der Aussetzung(en) der Zulassung nicht die Bedingungen erfüllt, die durch oder aufgrund des Dekrets vorgesehen sind, kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, die Zulassung nach demselben Verfahren wie in Artikel 15 endgültig entziehen.

Abschnitt 2 — Die Aussetzung und Rückforderung der Subvention

Art. 17 - § 1. Die Verwaltung setzt die Zahlung der Subvention für die Dauer der Aussetzung der Zulassung aus.

§ 2. Wenn der Minister die Zulassung nach einer Aussetzung endgültig entzieht oder sofort, wenn der Verstoß der Agentur für innerstädtische Entwicklung so stark ausgeprägt ist, dass ihre Gutgläubigkeit ernsthaft in Frage gestellt wird, wird die jährliche Subvention die Monate des Jahres gekürzt, in denen die Agentur nicht mehr zugelassen ist.

Bei Entzug der Zulassung fordert die Verwaltung ungerechtfertigte Vorschüsse zurück.

§ 3. Wenn die Agentur für innerstädtische Entwicklung die in Artikel 8 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses genannte Bedingung nicht erfüllt, wird der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuss proportional zur Differenz zwischen dem tatsächlichen Finanzbeitrag der lokalen Partner und dem erforderlichen Mindestbetrag gekürzt.

KAPITEL 6 — Kommission für die Zulassung und Begleitung von Agenturen für innerstädtische Entwicklung

Art. 18 - § 1. Der Minister ernennt die Mitglieder der Kommission. Er legt auf Vorschlag der Kommission die wesentlichen Regeln für deren Arbeitsweise fest.

§ 2. Die Sekretariatsführung der Kommission wird durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung gewährleistet.

KAPITEL 7 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 19 - Artikel 3 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses gilt nicht für die Direktoren der Vereinigungen für die Innenstadtverwaltung, denen 2022 im Rahmen des 1997 initiierten Pilotprojekts mit der Bezeichnung "Wallonischer Aktionsplan für die Verwaltung der Innenstädte und die Schaffung neuer Beschäftigungspotenziale" eine Subvention gewährt wurde, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Dekrets bereits angestellt waren.

Art. 20 - § 1. Abweichend von den Artikeln 9 und 10 wird den in Artikel 21 des Dekrets genannten Agenturen für innerstädtische Entwicklung eine jährliche Subvention in Höhe von 65 000 Euro durch den Minister gewährt.

§ 2. Die Artikel 11 und 12 sind auf diese Subvention anwendbar.

Art. 21 - Falls eine Agentur für innerstädtische Entwicklung bei der Erteilung ihrer Zulassung eine Verringerung ihrer regionalen Finanzierung im Vergleich zu dem erfährt, was sie als Vereinigung für die Innenstadtverwaltung, der 2022 im Rahmen des 1997 initiierten Pilotprojekts mit der Bezeichnung "Wallonischer Aktionsplan für die Verwaltung der Innenstädte und die Schaffung neuer Beschäftigungspotenziale" eine Subvention gewährt wurde, erhielt, wird der Verlust der regionalen Finanzierung über fünf Jahre ab der Erteilung der ersten Zulassung im Rahmen des Dekrets geglättet.

Art. 22 - In Abweichung von Artikel 4, § 2, Absatz 2 kann eine Vereinigung, die möchte, dass ihre Zulassung im Jahr 2024 beginnt, ihren Antrag auf Zulassung bis zum 30. April 2024 einreichen.

In Abweichung von Artikel 5 § 4 Absatz 1 entscheidet der Minister, wenn der Antrag auf Zulassung im Laufe des Jahres 2023 oder spätestens am 30. April 2024 eingereicht wird, spätestens am 30. November 2024 über den Antrag auf Zulassung.

In Abweichung von Artikel 5 § 4 Absatz 2 wird in dem in Absatz 2 genannten Fall die Entscheidung über die Zulassung am 1. Januar 2024 wirksam.

Art. 23 - Der Minister wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Namur, den 5. Oktober 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206586]

5 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de financiering van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 15 juni 2023 betreffende de erkenning en de financiering van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling, de artikelen 1, § 2, tweede lid, en 3, tweede lid, 6, § 1 en 3, 8, § 2, eerste lid, 10, derde lid, 11, tweede en vierde lid, en 12, vijfde lid;

Gelet op het rapport van 18 januari 2023 m.b.t. de evaluatie van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de handstreamingtest overeenkomstig artikel 22ter van de Grondwet en artikel 4 van het VN-Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, gegeven op 18 januari 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2023;

Gelet op het advies nr. 1529 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 6 maart 2023;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 8 maart 2023;

Gelet op advies 73.875/2/V van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 15 juni 2023 betreffende de erkenning en de financiering van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling;

2° Administratie: de Directie Werk en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

3° Commissie: de Commissie voor erkenning en ondersteuning van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling opgericht bij artikel 12 van het decreet;

4° werkdag: elke dag met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen;

5° Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

HOOFDSTUK 2. — *Agentschappen voor stadscentrumontwikkeling*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 1, § 3, eerste lid, van het decreet kan het erkende agentschap voor stadscentrumontwikkeling projecten ontwikkelen met publieke of private partners van het stadscentrum die betrekking hebben op de volgende aangelegenheden:

- 1° handel;
- 2° ondernemingen;
- 3° toerisme en erfgoed;
- 4° cultuur;
- 5° stedelijk milieu;
- 6° sociale cohesie;
- 7° digitale technologie;
- 8° zachte mobiliteit;
- 9° circulaire economie;
- 10° duurzame ontwikkeling.

Art. 3. De taken van de directeur bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet zijn :

- 1° de oprichting van een team met verschillende profielen dat overeenstemt met de ontwikkeling van de in artikel 2 vermelde aangelegenheden in functie van de behoeften van het stadscentrum;
- 2° het dagelijks beheer van de vereniging;
- 3° de ontwikkeling van partnerschappen, vertegenwoordiging en public relations;
- 4° de bevordering en de coördinatie van projecten van het strategisch plan.

De directeur van het uitvoerend team heeft

- 1° een diploma van het hoger onderwijs van het lange type en één jaar werkervaring in teambeheer of;
- 2° een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en drie jaar werkervaring in teambeheer.

HOOFDSTUK 3. — *Toekening en verlenging van de erkenning*

Art. 4. § 1. De Minister erkent een vereniging die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 8 van het decreet.

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt door de vereniging aan de Administratie gericht.

De aanvrager dient de erkenningsaanvraag in uiterlijk op 31 mei van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de verwachte erkenning moet worden toegekend.

In het geval van een aanvraag voor verlenging van een erkenning moet de aanvrager zijn aanvraag voor verlenging indienen uiterlijk op 31 augustus van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de erkenning moet worden verlengd.

Art. 5. § 1. De erkenningsaanvraag wordt naar de Administratie gestuurd met behulp van een elektronisch formulier dat door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

§ 2. Het dossier van de erkenningsaanvraag bevat de informatie die nodig is voor de analyse van de erkenningsvoorwaarden en -plichten bedoeld in artikel 8 van het decreet.

Het bevat op zijn minst :

- 1° de motiveringen van de erkenningsaanvraag;
- 2° de afbakening van het interventiegebied bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet;
- 2° een sociaaleconomische analyse van het interventiegebied bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet;
- 4° het strategisch plan bedoeld in artikel 1, § 2, tweede lid, van het decreet;
- 5° prestatie-indicatoren;
- 6° de werkmiddelen en financiële middelen van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling.

§ 3. Zodra de Administratie over een volledig dossier beschikt, bezorgt ze dit aan de Commissie, die een advies over de erkenningsaanvraag voorlegt aan de Minister.

De Commissie kan de aanvrager op eigen initiatief of op verzoek van de aanvrager horen. In dat geval wordt de aanvrager een oproeping toegezonden waarin de te bespreken punten worden gespecificeerd.

Het advies van de Commissie is met redenen omkleed rekening houdend met de naleving van de voorwaarden en verplichtingen bepaald bij artikel 4 van het decreet en met:

- 1° de afbakening en verantwoording van het interventiegebied;
- 2° de coherentie en relevantie van het strategisch plan ten opzichte van de analyse van de behoeften van het interventiegebied;
- 3° de kwaliteit van de middelen die gebruikt worden om de activiteiten en prioritaire doelstellingen van de vereniging uit te voeren;
- 4° de kwaliteit, diversiteit en complementariteit van de partnerschappen en projecten ten opzichte van de activiteiten van andere ontwikkelingsactoren in het interventiegebied;
- 5° de uitvoering van het strategisch plan gevalideerd in het kader van de vorige erkenning en de impact ervan op de opdracht bepaald in artikel 1, § 1, van het decreet;
- 6° het opvolgen en naleven van de aanbevelingen van de Commissie bij de vorige erkenning.

De Commissie beslist tot welke categorie stad, zoals gedefinieerd in artikel 8, lid 2, de aanvrager behoort.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag, ten laatste binnen de zeven maanden na ontvangst van het dossier voor de aanvragen voor een nieuwe erkenning en binnen de vier maanden na ontvangst van het dossier voor de aanvragen tot verlenging van de erkenning.

In de beslissing worden de afbakening van het interventiegebied en de in artikel 8, lid 2, omschreven categorie stad vastgesteld. Ze wordt van kracht op 1 januari van het jaar dat volgt op de indiening van de erkenningsaanvraag.

Bij gebrek aan een beslissing van de Minister binnen de bovenvermelde termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn. In geval van een aanvraag tot verlenging van de erkenning blijft het interventiegebied identiek aan dat van de vorige erkenning.

§ 5. De Administratie brengt de aanvrager op de hoogte van de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning binnen de tien werkdagen na ontvangst van de beslissing van de Minister.

§ 6. In het geval van een aanvraag voor een eerste erkenning heeft het agentschap voor stadscentrumontwikkeling een termijn van zes maanden vanaf de datum van de beslissing om te voldoen aan de voorwaarden en verplichtingen van het decreet en om een overeenkomst te sluiten met de bevoegde directie van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek, waarin de voorwaarden worden vastgelegd waaronder het Waalse Gewest en het agentschap voor stadscentrumontwikkeling deelnemen aan de implementatie van de tool van de stadsplanning die het mogelijk maakt specifieke gegevens te verzamelen en te analyseren.

Art. 6. Het strategisch plan bedoeld in artikel 1, § 2, tweede lid, van het decreet is een document voor de oriëntatie en de programmering van de acties die door het agentschap voor stadscentrumontwikkeling worden uitgevoerd door de actieve betrokkenheid van publieke en private partners aan te moedigen.

Het strategisch plan vormt een aanvulling op de ontwikkelingsacties van bestaande operatoren en is in overeenstemming met het lokale en regionale ontwikkelingsbeleid.

Het strategisch plan wordt opgesteld voor een periode die gelijk is aan of langer is dan de periode waarvoor de erkenning is verleend.

De algemene vergadering van de vereniging keurt het strategisch plan goed.

Art. 7. § 1. Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling moet uiterlijk op 30 juni van elk jaar een activiteitenverslag dat door zijn algemene vergadering is goedgekeurd, indienen aan de hand van een formulier dat verkrijgbaar is bij de Administratie.

Dat activiteitenverslag bevat tenminste:

1° de voortgang van projecten en doelstellingen in het strategisch plan, en bijgewerkte monitoring- en prestatie-indicatoren;

2° de laatste resultaten van de tool van de stadsplanning;

3° het programma van voortgezette opleiding;

4° een verslag over de deelname aan het netwerk van erkende agentschappen voor stadcentrumontwikkeling;

5° het bijwerken van het personeelsplan, het financieel plan, de samenstelling van de organen en de contactgegevens van de vereniging.

De Minister kan de verwachte inhoud van het activiteitenverslag aanvullen.

§ 2. De Administratie analyseert het activiteitenverslag en stuurt het door naar de Commissie voor advies en aanbevelingen.

§ 3. Het agentschap voor stadscentrumontwikkeling stuurt zijn jaarrekeningen binnen twee maanden na sluiting naar de Administratie.

HOOFDSTUK 4. — *Financiering*

Art. 8. De erkenningsbeslissing vermeldt tot welke categorie van gemeenten het agentschap voor stadscentrumontwikkeling behoort.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaat men onder:

1° "zeer grote stad": een gemeente met minstens 200.000 gebruikers en 1.000 verkooppunten;

2° "grote stad": een gemeente met minstens 100.000 gebruikers en 500 verkooppunten;

3° "middelgrote stad": een gemeente met minstens 50 000 gebruikers en 250 verkooppunten;

4° "kleine stad": de andere gemeenten.

Het aantal verkooppunten waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, komt overeen met het aantal bezette en onbezette verkooppunten binnen het interventiegebied.

Het in lid 2 bedoelde aantal gebruikers komt overeen met het aantal personen die in het Rijksregister van natuurlijke personen zijn ingeschreven en hun hoofdverblijfplaats in de gemeente hebben, en met het aantal studenten die op 1 januari van het jaar voorafgaand aan het begin van de goedkeuringsperiode zijn ingeschreven in een instelling voor hoger onderwijs in de gemeente.

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kent de Minister jaarlijks een hoofdsubsidie toe aan het erkende agentschap voor stadcentrumontwikkeling.

§ 2. De hoofdsubsidie dekt een deel van de werkingskosten en stadsvernieuwingsactiviteiten die worden gemaakt in toepassing van het decreet tijdens de goedkeuringsperiode. Ze bedraagt :

1° 180.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "zeer grote stad";

2° 140.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "grote stad";

3° 120.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "middelgrote stad";

4° 100.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "kleine stad".

Art. 10. § 1. Binnen de perken van de beschikbare middelen kent de Minister jaarlijks een bijkomende subsidie toe aan het agentschap voor stadscentrumontwikkeling dat geen subsidie ontvangt in het kader van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

§ 2. De aanvullende subsidie dekt een deel van de personeelskosten. Deze bedraagt :

1° 200.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "zeer grote stad";

- 2° 160.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "grote stad";
- 3° 120.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "middelgrote stad";
- 4° 80.000 euro voor een agentschap voor stadscentrumontwikkeling in een "kleine stad".

Art. 11. Binnen de perken van de beschikbare kredieten worden de subsidies bedoeld in de artikelen 9 en 10 jaarlijks geïndexeerd door hun bedragen te vermenigvuldigen met het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) voor de maanden september en oktober van het voorgaande jaar, gedeeld door het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) voor de maanden september en oktober van het jaar voorafgaand aan het voorgaande jaar.

Art. 12. De Administratie betaalt de subsidies bedoeld in de artikelen 9 en 10 in twee schijven.

De eerste schijf stemt overeen met zeventig procent van het maximumbedrag van de subsidie. Deze wordt uitbetaald zodra het besluit tot toekenning van de subsidie is meegedeeld.

De tweede schijf stemt overeen met het saldo van dertig procent van het maximumbedrag van de subsidie. Deze wordt betaald na onderzoek van het saldodossier en indiening van een voor eensluidend en oprecht verklaarde verklaring van schuldvordering in tweevoud.

Het in lid 3 bedoelde saldodossier omvat :

- 1° een samenvattende tabel van uitgaven en inkomsten ingediend voor de subsidie;
- 2° de afzonderlijke facturen en rekeningen;
- 3° de betalingsbewijzen;
- 4° elk ander document dat de Administratie nodig acht.

Art. 13. De in aanmerking komende particuliere bijdragen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, van het decreet zijn :

- 1° inkomsten uit tijdens het jaar ontwikkelde activiteiten;
- 2° toegekende kortingen en rabatten;
- 3° lidgelden, donaties, legaten en subsidies.

Art. 14. De Minister kan bepalen welke uitgaven subsidiabel zijn in het kader van de subsidies bedoeld in de artikelen 9 en 10.

HOOFDSTUK 5. — *De gevolgen van de niet-naleving van de wetgeving*

Afdeling 1. — Opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 15. § 1. Indien het agentschap voor stadscentrumontwikkeling de bij of krachtens het decreet gestelde voorwaarden niet nakomt, kan de Minister de erkenning opschorten of, indien de tekortkoming van het agentschap voor stadscentrumontwikkeling zo ernstig is dat er ernstige twijfel bestaat over zijn goede trouw, de erkenning intrekken volgens de procedure bedoeld in de § § 2 tot 4.

§ 2. Wanneer de Administratie een overtreding vaststelt van de bij of krachtens het decreet opgelegde voorwaarden, dagvaardt de Administratie het agentschap voor stadscentrumontwikkeling door middel van een communicatiemiddel dat een zekere datum voor de verzending vermeldt, met het oog op een hoorzitting voor de Commissie.

De oproeping vermeldt de vastgestelde overtredingen en wordt ten minste tien werkdagen voor de hoorzitting verstuurd.

§ 3. De Commissie brengt binnen dertig dagen na de in de oproeping vermelde datum van de hoorzitting advies uit aan de Minister.

Zoniet is het advies van de Commissie niet langer vereist en stuurt de Administratie het dossier door aan de Minister.

§ 4. De Administratie brengt het agentschap voor stadscentrumontwikkeling op de hoogte van de beslissing van de Minister bevoegd voor Economie binnen de tien werkdagen na ontvangst van de beslissing van de Minister. Ze stuurt ook een kopie van deze beslissing naar de Commissie.

Art. 16. § 1. De duur van de opschorting van de erkenning laat het agentschap voor stadscentrumontwikkeling toe zich te schikken naar het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze wordt vastgesteld in maanden en mag niet langer duren dan zes maanden, waarbij deze periode wordt opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

§ 2. De Minister kan de opschorting van de erkenning ten hoogste eenmaal verlengen volgens dezelfde procedure als bedoeld in artikel 15.

§ 3. Indien het agentschap voor stadscentrumontwikkeling na afloop van de opschorting(en) van de erkenning niet voldoet aan de bij of krachtens het decreet vastgestelde voorwaarden, kan de Minister bevoegd voor Economie de erkenning definitief intrekken volgens dezelfde procedure als die bedoeld in artikel 15.

Afdeling 2. — Schorsing en terugvordering van de subsidie

Art. 17. § 1. De Administratie schorst de betaling van de subsidie voor de duur van de schorsing van de erkenning.

§ 2. Als de Minister de erkenning definitief intrekt op het einde van een schorsing of onmiddellijk als de tekortkoming van het agentschap voor de ontwikkeling van het stadscentrum zo ernstig is dat zijn goede trouw ernstig in vraag wordt gesteld, wordt de jaarlijkse subsidie verminderd voor de maanden van het jaar waarin het agentschap niet langer erkend is.

Als de erkenning wordt ingetrokken, zal de Administratie onrechtmatige voorschotten terugvorderen.

§ 3. Als het agentschap voor stadscentrumontwikkeling niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 1° van het decreet, wordt de subsidie bedoeld in artikel 9 van dit besluit verminderd naar rato van het verschil tussen de effectieve financiële bijdrage van de lokale partners en het vereiste minimumbedrag.

HOOFDSTUK 6. — *Commissie voor erkenning en ondersteuning van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling*

Art. 18. § 1. De Minister benoemt de leden van de Commissie. Hij stelt, op voorstel van de Commissie, de essentiële regels vast voor de werking van de Commissie.

§ 2. Het secretariaat van de Commissie wordt verzorgd door de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. Artikel 3, lid 2, van dit besluit is niet van toepassing op de directeurs van de verenigingen voor stadscentrumbeheer die in 2022 een subsidie hebben ontvangen in het kader van het proefproject "Waals actieplan voor stadscentrumbeheer en het scheppen van nieuwe werkgelegenheidsbronnen" dat in 1997 van start is gegaan en dat reeds was aangevat op het ogenblik van de inwerkingtreding van het decreet.

Art. 20. § 1. In afwijking van de artikelen 9 en 10 wordt aan de agentschappen voor stadcentrumontwikkeling bedoeld in artikel 21 van het decreet door de Minister een jaarlijkse subsidie van 65.000 euro toegekend.

§ 2. De artikelen 11 en 12 zijn van toepassing op deze subsidie.

Art. 21. Als een agentschap voor stadscentrumontwikkeling zijn gewestelijke financiering ziet dalen wanneer het een erkenning krijgt, in vergelijking met wat het ontving als een vereniging voor stadscentrumbeheer die in 2022 een subsidie kreeg in het kader van het proefproject dat in 1997 werd opgestart onder de naam "Waals actieplan voor stadscentrumbeheer en het scheppen van nieuwe werkgelegenheidsbronnen", zal het verlies aan gewestelijke financiering worden uitgevlakt over een periode van vijf jaar vanaf de datum van de eerste erkenning die krachtens het decreet wordt verleend.

Art. 22. In afwijking van artikel 4, § 2, tweede lid, kan een vereniging die haar erkenning in 2024 wil laten ingaan, haar erkenningsaanvraag indienen tot 30 april 2024.

In afwijking van artikel 5, § 4, eerste lid, beslist de Minister, indien de erkenningsaanvraag wordt ingediend in de loop van 2023 of uiterlijk op 30 april 2024, uiterlijk op 30 november 2024 over de erkenningsaanvraag.

In afwijking van artikel 5, § 4, tweede lid, treedt de erkenningsaanvraag in het in het tweede lid bedoelde geval in werking op 1 januari 2024.

Art. 23. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 5 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47348]

12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, l'article 1^{er}, §§ 5 et 6 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 3 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2104 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 21 février 2023, en application de l'article 5, § 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 72.678/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

" 3^o l'administration : la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière et du Contrôle routier du département de la Réglementation et de la Régulation des Transports du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ; ».